



DÉBATS DU SÉNAT

2^e SESSION • 41^e LÉGISLATURE • VOLUME 149 • NUMÉRO 25

LE LOGEMENT

Déclaration de

l'honorable Claudette Tardif

Le mardi 10 décembre 2013

LE SÉNAT

Le mardi 10 décembre 2013

[Traduction]

LE LOGEMENT

L'honorable Claudette Tardif : Honorables sénateurs, je prends la parole aujourd'hui pour attirer l'attention sur une campagne nationale lancée en octobre par la Fédération canadienne des municipalités pour demander au gouvernement fédéral de collaborer avec les fonctionnaires provinciaux, territoriaux et municipaux, et les intervenants du secteur privé, à l'élaboration d'un plan à long terme pour le logement. Cette campagne répond à des préoccupations exprimées par des représentants municipaux de tout le pays, qui signalent que le coût de la location ou de l'achat d'une habitation est de moins en moins abordable pour un nombre croissant de Canadiens.

Voici quelques chiffres. Le prix moyen d'une propriété immobilière au Canada a augmenté de 67 p. 100 depuis 2000, comparativement à 13 p. 100 pour le revenu des ménages. La hausse du prix des maisons a non seulement fait grimper l'endettement personnel à des niveaux sans précédent, mais elle empêche aussi un grand nombre de Canadiens d'accéder à la propriété. Cette tendance exerce une pression sur les marchés de la location, où le taux d'occupation est déjà très élevé. Globalement, un Canadien sur quatre consacre une partie disproportionnée de son budget au logement et ce sont les familles qui louent leur logement qui sont les plus susceptibles de se retrouver dans cette situation. En raison de cette pression, les citoyens les plus vulnérables finissent par se retrouver à la rue. On estime à 300 000 les personnes qui n'ont pas de logement ou qui vivent dans des centres d'accueil pour itinérants.

Dans ma province, l'Alberta, la croissance de l'économie et de la population exerce des pressions sur le marché immobilier. Le manque de logements convenables a entraîné une augmentation rapide du prix des maisons et un taux d'occupation très faible. En fait, depuis les récentes inondations, ce taux est nul à Calgary. On s'attend à ce que cette ville connaisse la plus importante hausse du prix des maisons entre 2013 et 2015, suivie par Edmonton.

Seulement à Calgary et à Edmonton, on estime que 5 300 ménages sont sur des listes d'attente de logements sociaux. Ailleurs dans la province, des milliers d'autres ménages attendent eux aussi de tels logements.

Cette crise du logement de plus en plus grave est un problème fondamental qui peut être lié à plusieurs autres. Souvent, les personnes qui n'ont pas accès à un logement convenable ne peuvent pas non plus avoir accès à des choses comme l'éducation, les soins de santé et les installations sanitaires, qui sont des besoins fondamentaux.

Des logements convenables sont également essentiels à une économie saine. La dette hypothécaire de plus en plus élevée des Canadiens pose un grand risque économique. Par ailleurs, le manque de logements abordables est en train de devenir un problème pour un grand nombre de localités qui veulent attirer et garder une main-d'œuvre spécialisée, particulièrement dans l'Ouest canadien.

Honorables sénateurs, les investissements faits dans des logements abordables rapportent bien plus que ce qu'ils coûtent. Si nous voulons une économie florissante et un pays prospère, il est essentiel d'avoir des logements sûrs et abordables.